

**Rapport de synthèse  
concernant les activités  
de formation réalisées  
par le Clemi durant  
l'année scolaire 2000/2001**

*Conseil d'orientation  
et de perfectionnement  
12 juin 2002*

Cleml - Centre de liaison de l'enseignement et des moyens d'information  
Direction associée au Centre national de documentation pédagogique, CNDP  
391 bis rue de Vaugirard, 75015 Paris  
Téléphone : 01 53 68 71 00  
Télécopie : 01 42 50 16 82  
[www.cleml.org](http://www.cleml.org)

# Sommaire

<b>Introduction</b> .....	<b>5</b>
<b>Les actions de formation menées par le Clemi national</b> .....	<b>8</b>
• Nature et répartition des publics	
• Quelques caractéristiques concernant ces formations	
<b>Les actions de formation menées par les équipes académiques</b> .....	<b>12</b>
• La formation continue	
- Caractéristiques	
- De nouveaux dispositifs de formation : les colloques	
• La formation initiale	
<b>Bilan chiffré</b> .....	<b>18</b>
<b>Les contenus de la formation continue</b> .....	<b>20</b>
<b>Annexes</b> .....	<b>25</b>
• Formations réalisées par le Clemi national .....	<b>27</b>
• Stages des Plans académiques de formation .....	<b>43</b>
- Formations-actions	
- Colloques organisés par les équipes académiques	
- Modules proposés dans le cadre de la formation initiale	
• Thèmes et publics de la formation continue en Académie : .....	<b>73</b>
- Personnel d'encadrement	
- Éducation à l'orientation	
- Formations à l'international	
- La formation s'affiche sur le web	
- Presse écrite, journal scolaire et internet	
- Des images à l'École	
- Quelques domaines spécifiques	

© Clemi, mai 2002  
Photo de couverture : Jean-Marie Beaumont/CNDP  
Conception graphique : Catherine Le Troquier

## *Introduction*

**C**e rapport fait ressortir, pour l'année scolaire 2000/2001, une activité de formation riche et diversifiée, sous l'impulsion tout particulièrement des coordonnateurs académiques.

**17 193 stagiaires**, principalement composés d'enseignants et de formateurs, ont participé à des actions de formation organisées par le Clemi, dont près de 90 % au niveau académique. Le Clemi national (2006 stagiaires) et les actions de formation initiale (1185 stagiaires) totalisent moins de 20% des stagiaires accueillis.

Une des caractéristiques de l'activité de formation réside dans la très grande diversité des dispositifs que le Clemi et ses équipes sont amenés à faire fonctionner et, dans de nombreux cas, à inventer. Nous avons, pour donner une certaine visibilité aux différents modes d'intervention des formateurs, reconduit la notion de « conseil », aux côtés des formes plus traditionnelles du stage ou de l'intervention ponctuelle.



# *Rapport de Synthèse concernant les activités de formation réalisées par le Clemi durant l'année scolaire 2000/2001*

**D**epuis 1991, le Clemi réalise chaque année un bilan des activités de formation menées au cours de l'année écoulée, tant au plan national qu'académique. Celui-ci permet de présenter à la fois une « photographie » de ces activités et, pour certaines d'entre elles, une mise en perspective sur plusieurs années.

Compte tenu du fait que la majorité des activités de formation du Clemi sont organisées dans le cadre des structures de la formation continue des personnels de l'Éducation nationale, et qu'elles dépendent, pour leur réalisation, des politiques de la formation continue mises en œuvre au sein de ces structures, ainsi que des moyens financiers disponibles, on peut considérer que la « photographie » proposée n'est pas exempte d'un certain flou : certes, elle reflète la demande de formation exprimée par les enseignants, mais elle reflète aussi la capacité et la volonté des structures de formation à y répondre. Les évolutions du dispositif de la formation continue (transfert de ces activités en direction des IUFM, vigilance accrue de l'administration par rapport aux absences des enseignants désireux de suivre des stages, transfert progressif des actions de formateurs de formateurs du national vers les académies)

ont entraîné, dans certains cas, des révisions à la baisse des activités de formation programmées. D'autre part elle reflète l'activité d'un réseau de formateurs plus qu'elle ne rend compte de manière exhaustive, de ce qui se fait dans le champ de « l'éducation aux médias ». **Des formations, sur des thèmes similaires ou voisins, ont pu être organisées par d'autres formateurs que par ceux qui s'inscrivent explicitement dans le projet pédagogique du Clemi. C'est notamment le cas dans un certain nombre d'IUFM. Elles ne sont pas prises en compte ici.**

Afin d'introduire dans ce rapport de synthèse, par définition un peu aride, du concret, et d'illustrer par quelques exemples les points généraux qui sont abordés, des annexes ont été jointes. Elles n'ont pas valeur d'exemplarité, mais tout simplement de témoignage et de reflet de la diversité du travail qui est accompli au quotidien, tant au plan national qu'académique.

Dans le même ordre d'idée, la partie consacrée aux contenus de la formation continue cherche, au-delà des grandes tendances, à rendre perceptible la variété des initiatives de formation prises dans les différentes Académies. **Par-delà les chiffres, ce sont en effet des enseignants, des formateurs, qui, au quotidien, donnent vie**

### et sens au projet pédagogique du Clemi.

Enfin nous suggérons au lecteur de se reporter aux rapports des années précédentes pour tout ce qui touche aux effets de démultiplication et de mise en synergie. Il y trouvera aussi des éléments rétrospectifs concernant entre autres, les actions de formation réalisées dans le cadre du PNF de 1989 à 2000 (rapport 95/96 et rapport 99/00), certaines des initiatives les plus significatives menées dans le domaine de l'éducation à l'image d'information (rapport 97/98), ou encore l'action du Clemi en formation au niveau international (rapport 99/00).

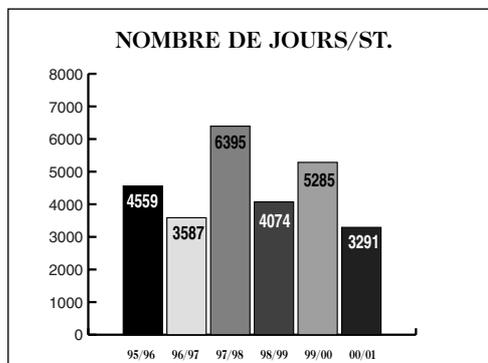
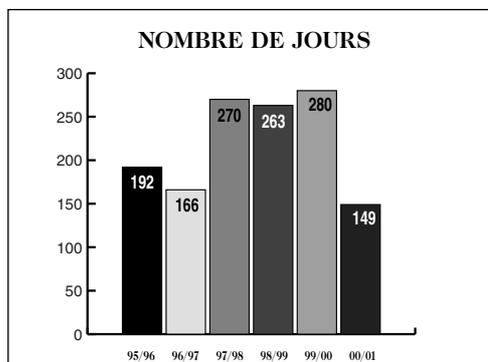
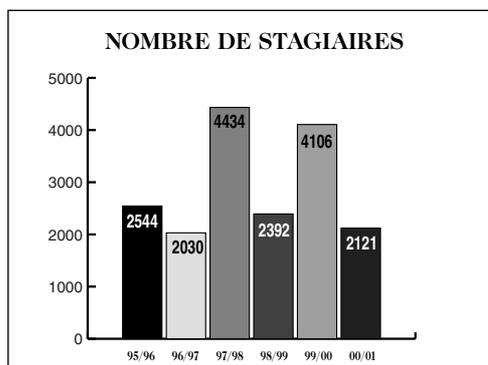
## I) Les actions de formation menées par le Clemi national

### a) Nature et répartition des publics

Les stages ont concerné cette année **2121 personnes**, ce qui rapproche l'activité de l'année écoulée des plus bas enregistrés en 96/97 ou 98/99 (le chiffre moyen annuel tournant autour de 2500 stagiaires).

Le tassement constaté du nombre de stagiaires est dû à plusieurs paramètres : tout d'abord la disparition du Plan national de formation (PNF) du ministère de l'Éducation nationale et son remplacement par le Programme national de pilotage (PNP) prive le Clemi national de son relais privilégié concernant la formation de formateurs. Cet écart est aussi une bonne occasion de rappeler que le Clemi a davantage une activité de projets que de programmes planifiés : cela entraîne nécessairement une certaine irrégularité dans le déroulement des activités. Enfin, le départ de plusieurs collègues de l'équipe nationale et leur remplacement tardif a eu aussi une incidence sur l'activité générale d'une équipe de formateurs de taille modeste. La diminution du nombre de stages traditionnels, régulière depuis 3 ans (38 en 98/99, 29 en 99/00, 15 cette année), s'est donc accompagnée, pour les raisons avancées ci-dessus, d'une diminu-

tion des interventions ponctuelle en formation (40 en 98/99, 44 en 99/00, 29 cette année), des animations faites en direction des élèves (32 en 98/99, 39 en 99/00 et 13 cette année) et des activités de conseil, dont la baisse est la plus sensible (82 en 98/99, 111 en 99/00 et 36 cette année).



Comme les années précédentes donc, et conformément à la tendance observée depuis 3 ou 4 ans, les actions traditionnelles de formation sont sous-représentées (qu'il s'agisse du nombre d'actions ou du nombre de stagiaires ; c'est ainsi que sur un total de 2121 stagiaires, seuls 359 ont participé à des stages traditionnels organisés par le Clemi, alors que près de trois fois plus -954- ont bénéficié d'un apport formatif dans le cadre d'interventions ponctuelles et plus personnalisées).

C'est la raison pour laquelle nous maintenons, à côté des stages, la catégorie du « Conseil » qui correspond à des actes formatifs personnalisés concernant soit une seule personne (doctorants, universitaires, chercheurs étrangers, stagiaires, professionnels des médias), soit des groupes restreints (souvent des enseignants engagés dans des projets pédagogiques innovants), sur des périodes très variables, pouvant aller de la demi-journée à une dizaine de jours ou plus (la plupart du temps en discontinu).

Les formations se répartissent cette année en 3 grandes catégories :

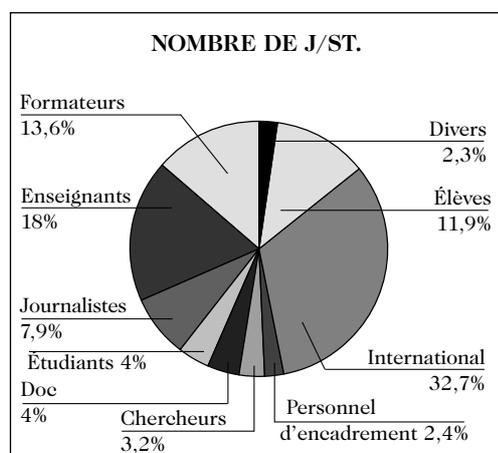
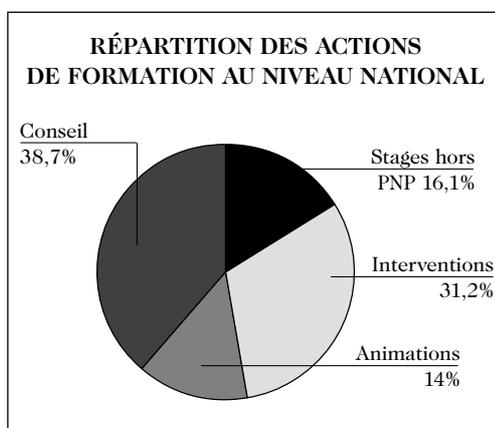
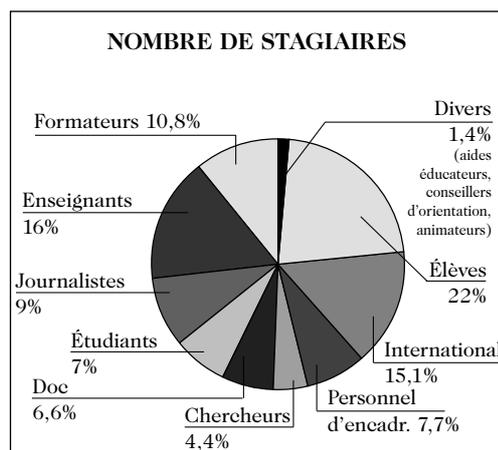
- stages divers (15),
- interventions dans le cadre d'un projet de formation (42) ; au sein de ces dernières, nous distinguons, pour améliorer l'intelligibilité des chiffres avancés, deux types d'activités : celles qui sont organisées pour

des enseignants ou des formateurs (pour lesquelles nous conservons la dénomination d'« intervention »), et celles qui sont organisées pour des publics mixtes dans lesquels les élèves sont majoritairement représentés (que nous appelons « animations »).

- conseil : 36 actions de conseil ont été menées cette année par le Clemi national ; elles ont concerné 482 personnes et ont représenté 59 journées de formation.

Traduits en pourcentages, ces chiffres font apparaître la répartition suivante entre les différents types d'activités :

Les actions de formation peuvent par ailleurs se répartir en quelques grandes familles, permettant ainsi de préciser la nature et le poids respectifs des différents publics concernés :



## **b) Quelques caractéristiques concernant ces formations:**

**1) Parmi les formateurs de formateurs** qui ont suivi une formation au Clemi, il convient d'identifier ceux qui sont venus dans le cadre spécifique de la formation destinée aux formateurs du réseau et de faire ainsi ressortir l'effort réalisé en sa faveur : sur les 36 journées de stage réalisées, 8 concernent les coordonnateurs et leurs équipes. On trouvera en annexe (**cf. annexe 1 et annexe 2**) quelques exemples de ces formations réalisées à l'intention d'équipes académiques (en l'occurrence, l'académie de Créteil et l'académie de Versailles). Les contenus de ces formations peuvent varier considérablement d'un stage à l'autre, car elles répondent à des demandes précises de la part des formateurs, en fonction des besoins qu'ils doivent satisfaire sur le terrain, en fonction aussi de leur domaine de spécialité. Ainsi la formation organisée pour les membres de l'équipe de Versailles met l'accent sur les médias audiovisuels à travers une approche plurielle (La fonction de médiateur à la télévision, images et imaginaire, l'information sportive à la télévision, la revue de presse radiophonique, le traitement de l'information à la radio ...) et à travers des modalités diverses (conférences, tables rondes, accueils dans les médias...), alors que celle organisée pour l'équipe de Créteil est plus thématique et s'appuie en grande partie sur des contributions qui font écho au thème retenu pour la 12<sup>ème</sup> Semaine de la presse dans l'école, « *Presse et justice* ». Dans ce cadre particulier, c'est moins dans les médias que les accueils ont été organisés que dans certaines des implantations du ministère de la Justice, auprès des professionnels qui pouvaient, sur leur lieu de travail, apporter des compléments d'information aux stagiaires, en prolongement des interventions qui constituaient la trame du stage.

Il faut redire à cet égard l'importance que revêt, dans de nombreux dispositifs de

formation du Clemi, le contact irremplaçable des stagiaires avec les univers et les contraintes professionnels de ceux qu'ils rencontrent. Ces accueils, patiemment préparés et précisément définis (**cf. annexe 1a**) représentent une dimension à part entière de l'offre de formation faite aux stagiaires, facilitent les contacts et les échanges entre les formateurs et les professionnels qui les reçoivent et constituent souvent le point de départ à d'autres actions, telles que visites d'élèves accompagnés de leur enseignant, projets pédagogiques menés en partenariat, interventions de ces mêmes professionnels dans les établissements scolaires ou les IUFM.

Cet effort, inscrit dans le moyen terme, illustre la volonté de structuration et de professionnalisation du réseau, le dialogue que le centre national entretient avec les équipes académiques, le besoin que celles-ci éprouvent d'actualiser leurs connaissances dans un domaine dont l'une des composantes au moins (les médias) est en constante et rapide évolution (mais le système éducatif se transforme lui aussi, faisant par la même occasion évoluer la nature et les modalités de sa demande envers les médias).

Il est l'aboutissement d'une démarche conjointe des Services académiques à la formation continue ou des IUFM et du Clemi national, puisque les deux organismes contribuent financièrement à la mise en place des formations. Il trouve son prolongement dans la démarche de formation mise en œuvre par le Clemi national à l'intention des seuls coordonnateurs académiques. Ceux-ci sont réunis chaque année, généralement au cours du premier trimestre de l'année scolaire, à l'occasion d'un séminaire de formation (**cf. en annexe 3**, celui de l'année 2000/2001) ; ce séminaire permet aux coordonnateurs de rencontrer un certain nombre de professionnels des médias, mais aussi ceux qui, au sein du ministère de l'Éducation nationale, sont les interlocuteurs du Clemi dans ses différents secteurs d'intervention, ceux qui accom-

paignent la mise en œuvre de réformes par rapport auxquelles l'apport du Clemi trouve sa pertinence (cf l'introduction des nouveaux dispositifs d'enseignement, tel que l'ECJS, ou la création, au sein du MEN, d'une délégation nationale à la vie lycéenne).

En dehors des stages de relance, nous mentionnerons aussi la collaboration régulière et toujours aussi gratifiante que nous entretenons avec l'ENFA (École nationale de formation agricole) ; comme les années précédentes, plusieurs formations ont été organisées à l'intention des enseignants, à la fois au titre de la formation continue et au titre de la formation initiale.

Il nous paraît aussi important de mentionner la collaboration qui s'est établie entre l'INETOP (Institut national pour l'étude du travail et de l'orientation professionnelle) et le Clemi pour l'organisation d'un stage sur le thème « *Métiers et médias* ». L'objectif de cette collaboration est d'offrir à un public mixte d'enseignants et de Conseillers d'orientation psychologues des outils, des cadres de référence et des savoirs faire concernant les médias et les représentations qu'ils donnent du monde du travail. Cette formation commune doit ensuite permettre aux stagiaires d'élaborer des activités interdisciplinaires sur le thème de l'éducation à l'orientation (cf. **annexe 4**).

Cette formation, réalisée au niveau national, est à rapprocher de quelques initiatives mises en place au niveau académique, comme à Créteil, avec un stage intitulé « *Le monde du travail au travers de la télévision* », à Montpellier, avec un stage intitulé « *Éducation aux médias, éducation à l'orientation* » (cf. **annexe 19**), et enfin à Rennes, avec une action intitulée « *Éducation à l'orientation et relation emploi/formation* » (cf. **annexe 20**). Avec ces stages, c'est un public en grande partie nouveau qui est touché, et dont le rôle, au sein de la communauté éducative, s'inscrit dans la démarche d'interdisciplinarité et d'ouverture de l'école sur son environnement qui est celle du Clemi.

**2) D'une année sur l'autre**, les fluctuations concernant la variété des publics touchés n'est guère significative ; tel public, peu représenté une année, revient en force l'année suivante, sans que l'on puisse déceler une tendance. Signalons simplement quelques constantes :

D'une part, la forte présence des élèves (plus de 20 %, des stagiaires accueillis ou rencontrés), en raison, premièrement, de l'existence au Clemi du fonds spécifique consacré aux journaux scolaires ; l'existence de ce fonds induit en effet de très nombreuses demandes d'enseignants dont les élèves sont engagés dans un projet de journal scolaire (le groupe classe se déplace avec l'enseignant et vient à la fois observer la diversité des publications réalisées par d'autres élèves, et solliciter des conseils pour mener à bien son propre projet). Et deuxièmement, en raison du pilotage par le Clemi de programmes pédagogiques, tels que « Fax ! », qui associent étroitement enseignants et élèves lors des différentes étapes de son élaboration et qui induisent des interventions de suivi et de conseil à l'occasion desquelles les formateurs du Clemi sont amenés à intervenir.

D'autre part, le niveau toujours soutenu de l'international, qui correspond à une part significative de l'activité de l'équipe nationale, avec des formations dont l'accent peut aussi bien porter sur l'éducation aux médias que sur les usages pédagogiques des médias pour l'apprentissage du français langue étrangère ; elles peuvent aussi bien se dérouler à l'étranger, à la demande d'un organisme particulier, qu'en France, où des groupes d'enseignants étrangers en stage dans une structure d'accueil, souhaitent connaître les activités et les ressources du Clemi. Ainsi, cette année, à titre d'illustration de ces deux cas de figure, une formation de 5 jours a été organisée pour 25 enseignants et formateurs en FLE à la demande du Centre culturel français de Sofia, en Bulgarie. Cette formation portait à la fois sur l'image d'information et l'image publicitaire, et avait pour objectif, grâce à

des travaux d'analyse et de production, de donner aux stagiaires les compétences nécessaires à l'utilisation de ce type de document dans des situations de formation et/ou d'enseignement (cf. annexe 5). Par ailleurs, le Clemi a animé un module de 16h, dans les locaux du Ciep, à l'intention de professeurs étrangers de FLE qui participaient au stage de 3 semaines que le Bel-Ciep organisait pour la première fois sous cette forme, à cette période de l'année. Cette caractéristique est propre au centre national, les équipes académiques n'intervenant dans ce domaine que de manière résiduelle (0,4% des stagiaires formés, cette année), et souvent à la demande du centre national.

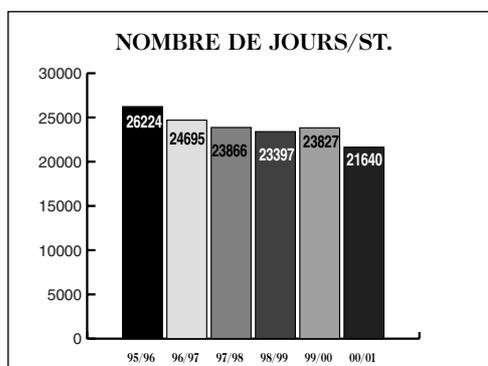
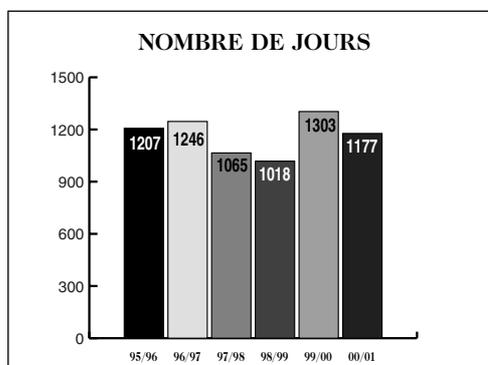
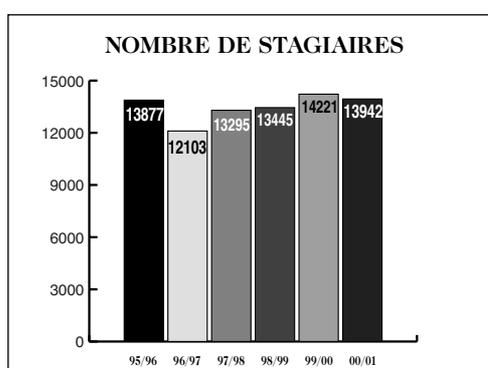
**3) L'articulation souvent très étroite** qui s'établit dans un certain nombre de cas entre formation et recherche, la première s'alimentant de la seconde, et la suscitant dans le même temps. Cette proximité entre les deux domaines d'activité est notamment perceptible lors de la tenue de colloques ou de journées d'étude, où les chercheurs constituent le public majoritaire aussi bien parmi les intervenants que parmi les participants. Le Clemi, qui y est associé ou qui en est à l'initiative, facilite ainsi les échanges entre recherche et formation dans le domaine de l'éducation aux médias. Pour illustrer de quelques exemples cette situation, on peut tout aussi bien citer le colloque organisé par l'université catholique de Louvain la Neuve, en Belgique, sur le thème des « *Savoirs formels, savoirs informels* » (cf. annexe 6), la journée d'étude organisée à La Sorbonne par le Grrem (Groupe de recherche sur la relation enfants-médias) sur le thème de « *La parole des jeunes dans les médias* » (cf. annexe 7), ou encore les conférences de spécialistes qui se tiennent au Clemi dans le cadre des activités du Credam (Centre de recherche sur l'éducation aux médias ; Université de Paris III).

## II) Les actions de formation menées par les équipes académiques

### a) La formation continue

Elle a concerné cette année **13 942 stagiaires**.

Comme pour le niveau national, mais de manière beaucoup moins prononcée, les chiffres de cette année sont en légère baisse par rapport à ceux de l'année dernière :



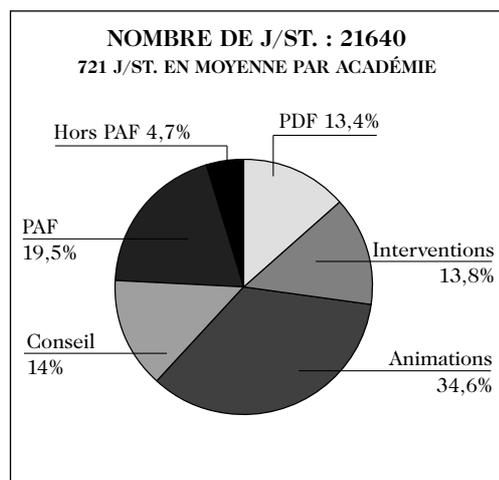
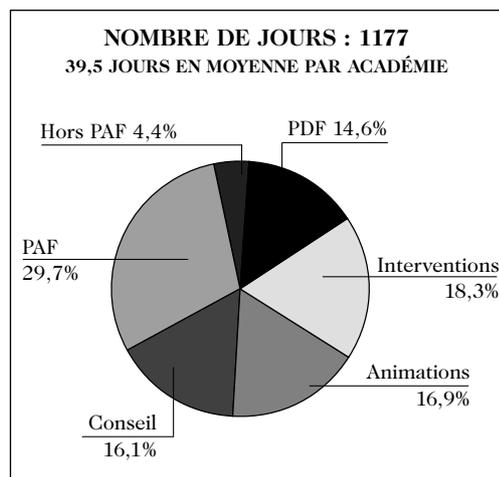
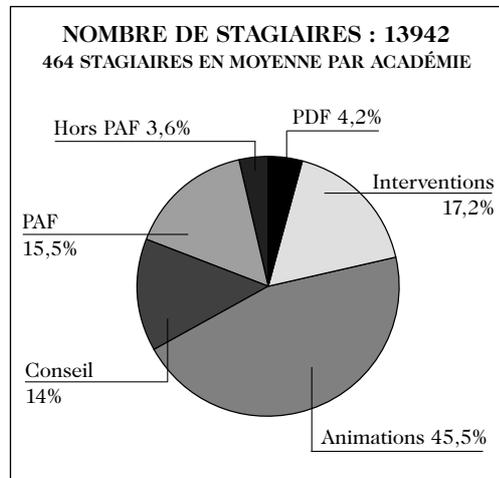
- 2% pour le nombre de stagiaires et - 9% pour le nombre de journées/stagiaires. La formation continue se maintient donc à un niveau élevé : il faut y voir la marque d'une demande soutenue de nos différents partenaires, et particulièrement du corps enseignant, ainsi qu'une conséquence du dynamisme des équipes académiques de formateurs, dont l'existence est pleinement reconnue, et le champ de compétence de plus en plus clairement identifié par leurs divers interlocuteurs institutionnels.

### 1) Caractéristiques

Les Académies sont à l'initiative de plusieurs types d'actions :

- des actions à caractère académique, telles que les stages du PAF (155 stages, soit 5,2 stages par Académie en moyenne), et plusieurs colloques (4) ;
- des actions à caractère académique organisées en dehors du PAF (53 stages, dont 31 dans le cadre des plans départementaux de formation, soit 1,8 stages par Académie en moyenne) ;
- des interventions diverses (108, soit 3,6 interventions par Académie en moyenne) ;
- des activités de conseil, auprès d'enseignants, d'établissements ou de divers partenaires (151, soit 5 en moyenne par Académie) ;
- des animations (activités organisées en direction de publics majoritairement composés d'élèves), qui représentent cette année 136 actions distinctes, soit en moyenne 4,5 par Académie.

Les stages du PAF se répartissent, quant à eux, en stages à « candidature individuelle » (55 soit 35,5 % des stages), et en stages « d'établissement » (61, soit 39,5 % des stages) ; cette année, de manière très nette, le rapport entre stages à candidatures individuelles et stages d'établissement est favorable à cette dernière catégorie, et semble marquer un infléchissement sensible des politiques de formation au sein des académies. Quant aux actions de formation destinées à des formateurs, elles progressent



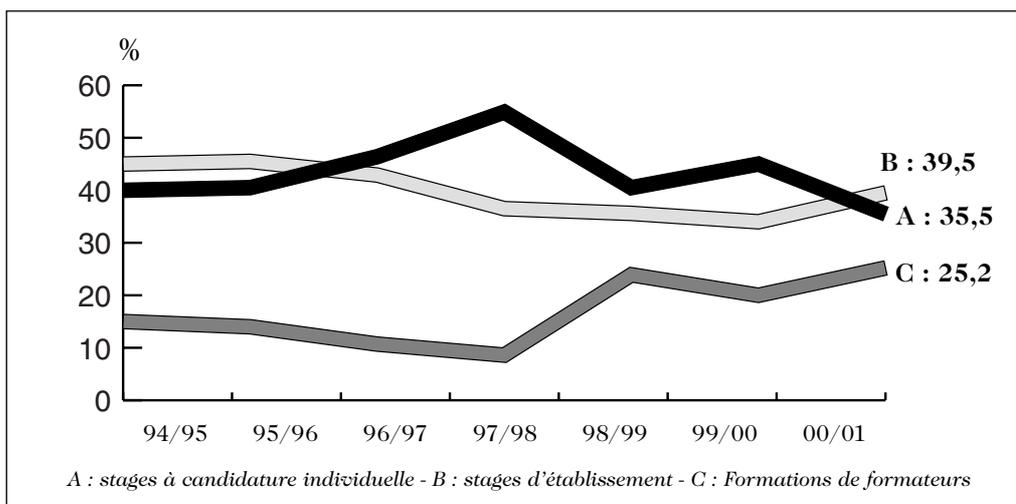
cette année, passant de 20% à plus de 25% de la totalité des stages réalisés. Il faut sans doute y voir, là aussi, une conséquence de l'évolution du dispositif de formation continue dans son ensemble qui, corrélativement à la suppression des stages du PNF, reporte de plus en plus sur les Académies la charge de la formation des formateurs.

Les stages du PAF représentent cette année environ 16 % (contre près de 20% l'année dernière) des enseignants touchés dans le cadre d'actions de formation, alors qu'un peu plus de 30 % le sont dans le cadre d'interventions diverses (suivi ou accompagnement de projets, interventions dans le cadre de formations organisées par d'autres réseaux...). Ces dernières ont été divisées en deux grandes familles : celles qui correspondent à une intervention ponctuelle dans le cadre d'une activité de formation organisée par ailleurs, et celles qui correspondent à un apport plus personnalisé, souvent lors de la mise en place d'un projet ou de son déroulement ; ce dernier type d'apport est particulièrement exigeant, car il demande, de la part des formateurs, disponibilité et adaptabilité : nous l'avons identifié comme pour les activités du centre national, sous le nom de « conseil ». C'est l'occasion de rappeler que la notion de projet y est souvent prépondérante, liée dans de nombreux cas à la mise en place de par-

tenariats avec des médias locaux (cf. sur ce point particulier, le rapport de l'année 98/99, où un ample développement est consacré à la notion de partenariat), et à la production d'écrits médiatiques (cf. par exemple, dans l'académie de Rennes, des actions telles que « *Vers des projets avec TVBreizh* », « *Aide à l'élaboration d'un projet média* », « *Projet d'un journal en 4 langues* », « *Vers des projets avec le Télégramme de Brest* », « *Préparer son projet pour la SPE* », « *Suivi du projet « Médias et justice » dans le Finistère* »)

C'est ce que certaines Académies, comme celle d'Aix-Marseille, identifient comme des « Formations-actions » (cf. **annexe 8**), c'est à dire des formations en prise directe sur un projet de production associant divers acteurs et divers partenaires dans le cadre d'un projet pédagogique transversal, inscrit dans le moyen terme ; les formations deviennent dans ces circonstances, soit des moments de régulation du dispositif, soit des moyens d'intégrer de nouveaux acteurs désireux de faire participer leurs élèves au projet collectif.

Ce glissement de la formation vers une réponse de plus en plus précise à des demandes de terrain explique aussi que, de plus en plus, les élèves soient partie prenante de certaines actions de formation (cf., par exemple, - **annexe 9** -, le compte



rendu que fait le journal local – en l'occurrence « *Le Courrier picard* » – d'une formation de ce type qui s'est déroulée à Soissons, dans l'académie d'Amiens). Ils étaient 38% l'année dernière à avoir participé à une formation organisée par le Clemi ; ils sont 45,5% cette année.

## 2) de nouveaux dispositifs de formation : les colloques

Parmi l'ensemble des formations organisées au niveau académique, quatre d'entre elles méritent une mention particulière : ce sont les colloques mentionnés plus haut. Ils représentent une activité qui, bien qu'académique, dépasse largement le cadre d'un simple stage, aussi bien par le nombre des participants, par la variété des dispositifs proposés, que par la notoriété des intervenants.

Leur nombre est en progression régulière au fil des ans : celui organisé par l'Académie de Toulouse est le plus ancien ; il a pendant plusieurs années été le seul. Il en est cette année à sa huitième édition et il a abordé le cinéma documentaire en prenant pour thème : « *Errances* » (cf. **annexe 10**), et pour figure emblématique le réalisateur Wim Wenders, à qui une rétrospective était consacrée ; organisé en partenariat avec de nombreux organismes (La DRAC, l'École supérieure d'audiovisuel, l'INA, la cinémathèque de Toulouse, le Centre de recherche et de représentation audiovisuelle de l'histoire, pour ne citer que les principaux), il réunit durant trois journées une centaine de personnes qui partagent une même passion pour les médias et leur rapport au réel ; à la fois « *stage, colloque et festival* » (pour reprendre le texte de sa plaquette de présentation), il associe, autour de figures de premier plan du film documentaire, des professionnels, des universitaires, des formateurs, des enseignants, des étudiants et des élèves, ces derniers étant directement associés au déroulement de la manifestation grâce au travail qu'ils ont réalisé en amont avec leurs enseignants sur certaines des œuvres présentées dans le cadre du colloque.

L'équipe du Clemi de l'Académie de Dijon a renouvelé cette année son initiative des années précédentes, en organisant un colloque de deux jours sur le thème : « *Images de presse : information, communication, manipulations ? !* » (cf. **annexe 11**). L'importance de la manifestation (une centaine de personnes) nécessite, là aussi, un partenariat diversifié, faisant appel à de nombreuses institutions. Les intervenants, professionnels des médias et universitaires, se sont attachés à préciser les différents statuts de l'image d'information, la fragilité de son rapport au réel, l'évolution de ses conditions de production, les dispositifs de régulation qui peuvent l'accompagner, le domaine, en évolution, de son rapport au droit... et bien sûr, les prolongements pédagogiques qui peuvent être tirés de ces différentes approches.

Le Clemi de l'Académie de Nancy-Metz a de son côté mis en œuvre, à la rentrée 2000, la seconde partie du colloque qu'il avait ouvert par une première série de conférences en juin 2000. Les thèmes des deux journées correspondantes se rapportaient à « *Une éducation aux médias pour une formation citoyenne* » et à « *Valeurs spécifiques de l'école dans l'accès aux savoirs* » (cf. **annexe 12**). Rappelons que ce colloque a été organisé en étroite collaboration avec l'IUFM. Les actes en ont été publiés aux Presses universitaires de Nancy (cf. **annexe 13**), permettant de prolonger la réflexion initiée au cours de ces journées au-delà du cercle de ceux qui y ont participé.

Enfin, le Clemi de l'Académie de Nantes a réuni autour de lui de nombreux partenaires pour mener à bien un ambitieux projet de colloque intitulé « *Radio et éducation : programme pour une pratique active de la coopération radiophonique internationale francophone appliquée à une synergie entre radios communautaires et structures d'éducation* ». On trouvera en annexe (cf. **annexe 14**) le document de présentation générale de ce projet, la liste des représentations étrangères en provenance de l'aire francophone (18 pays représentés)

et le programme détaillé de ces cinq journées de formation, chacune abordant un thème particulier (« *Radio, éducation : état des lieux* », « *Nouvelles technologies et radio* », « *Numérisation des sons et transfert sur supports de diffusion* », « *Radio, pédagogie, éducation* », « *Coopération internationale : bonnes pratiques* »). Le projet a mobilisé les énergies et les moyens de plusieurs acteurs institutionnels : le ministère de l'Éducation nationale, naturellement, le ministère des Affaires étrangères, la Région des Pays de Loire et, bien sûr, la commune de Sillé le Guillaume, puisque ce colloque se tenait à la cité scolaire Paul Scarron de cette ville, laquelle héberge « *Fréquence Sillé* », une radio scolaire qui diffuse depuis déjà de nombreuses années ses programmes réalisés par les élèves de l'établissement. Une synthèse des actes de ce colloque a été publiée (cf. **annexe 15**) en encarté dans le n° 107/108 de « *Fréquences libres* », la revue de la CNRL (Confédération nationale des radios libres).

Ces manifestations, à mi-chemin entre la formation et le séminaire spécialisé, permettent de donner de la « visibilité » à certaines questions se rapportant à l'éducation aux médias, d'y impliquer les différents acteurs de l'Académie, de sensibiliser les différents participants, et en même temps de réaliser un travail en profondeur avec les enseignants et les élèves, sur des thèmes qui font par ailleurs l'objet de démarches pédagogiques précises et souvent innovantes. Car ces « événements », au-delà de leurs éventuels prolongements médiatiques, sont d'abord le point d'aboutissement d'un patient et régulier travail pédagogique réalisé dans les établissements et dans les classes avec d'autres enseignants, des chefs d'établissement, et bien évidemment, les élèves.

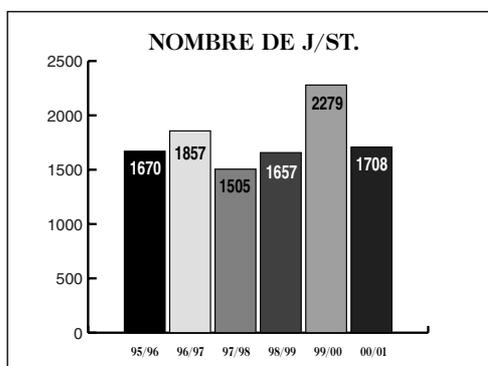
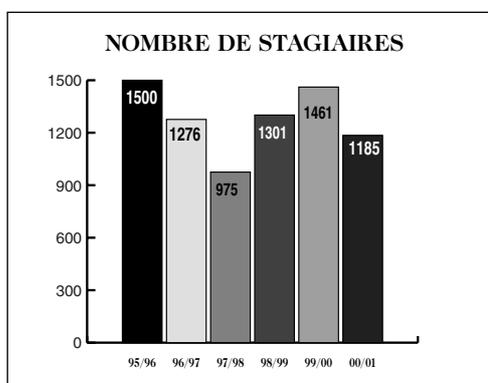
Ces nouveaux dispositifs, plus complexes, plus transversaux, plus importants, devraient encore se développer dans les années à venir, ne serait-ce que du seul fait qu'ils créent souvent une dynamique et deviennent ainsi un rendez-vous annuel pour les enseignants, les chercheurs et les

professionnels des médias, concernés par le domaine de réflexion défini par le colloque. Toulouse en est, nous l'avons dit, à son huitième colloque sur le cinéma documentaire ; Dijon prépare la quatrième édition de ses rencontres ; Nancy-Metz a organisé le sien à cheval sur deux années scolaires, et Nantes donnera peut-être une suite à son initiative...

## b) La formation initiale

Cette année, 12 IUFM (14 l'année précédente, 16 l'année d'avant) ont organisé des formations se rapportant à l'utilisation pédagogique des médias. Elles ont touché **1185 étudiants** (soit 1708 J/st), ce qui représente en moyenne 40 stagiaires par Académie (57 J/st).

Le nombre de stagiaires a diminué cette année, après deux années de hausse (+12 % l'année dernière, +33 % l'année d'avant), la durée moyenne des formations restant quant à elle stable (comme l'année dernière,



plus de la moitié des formations ont une durée supérieure à un jour, alors qu'elles étaient moins d'un tiers dans ce cas les années précédentes). On trouvera en annexe (cf. **annexe 16**) un exemple de programme de formation réparti sur deux jours, organisé à l'intention des professeurs des lycées et collèges de seconde année, dans l'ensemble des sites de l'IUFM d'Aix-Marseille ; on notera au passage que l'approche de l'éducation aux médias qui y est proposée s'inscrit explicitement dans la mise en œuvre des nouveaux dispositifs d'enseignement transdisciplinaires, particulièrement appropriés au travail sur et avec les médias.

L'arrivée en force de l'éducation aux médias dans les IUFM ne semble pas encore être pour demain, et si nous avons pu espérer, l'année dernière, l'amorce d'une croissance des actions en formation initiale, force est de constater cette année que les fluctuations qui se manifestent d'une année sur l'autre relèvent davantage de la simple irrégularité que de la tendance. A la hausse ou à la baisse, ces chiffres demeurent de toutes façons très faibles par rapport à l'importance du public potentiel concerné et à l'intérêt que le travail sur et avec les médias suscite dans le corps enseignant en général (cf. l'intérêt spontané manifesté pour la Semaine de la presse dans l'école). **Ces chiffres, rappelons-le aussi, ne rendent pas compte de tout ce qui peut se faire en matière d'éducation aux médias dans les IUFM, mais uniquement des formations dispensées dans ces organismes par les formateurs du Clemi (qui sont, dans leur quasi-totalité, extérieurs aux IUFM).**

Les formations se répartissent dans des proportions similaires à celles de l'année dernière en ce qui concerne le niveau d'intervention (83 % ont lieu en seconde année, -78 % l'année dernière-) ; la nature du public, par contre, évolue, puisque les professeurs des écoles sont majoritaires parmi les stagiaires (64%) alors que c'était ceux du secondaire qui l'étaient, dans une proportion similaire, il y a encore deux ans. Les

disciplines sont bien représentées dans les contenus, comme c'était le cas l'année passée, et c'est toujours la documentation qui se retrouve en tête des matières concernées (13,2 % des stagiaires), loin devant les fonctions éducatives (6,4 % des stagiaires), l'histoire-géographie (8,2 %), les langues vivantes (1,6 %), les lettres (3,6 %) et les sciences économiques et sociales (n.s.).

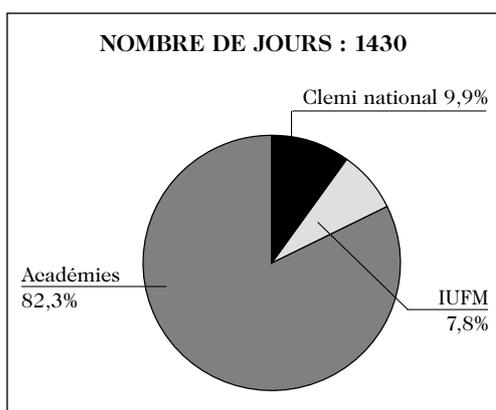
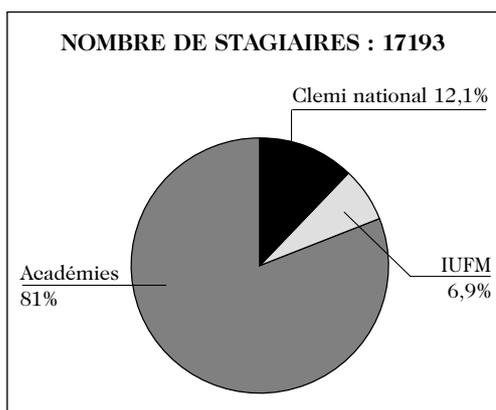
Signalons aussi que, comme dans le cadre de la formation continue, certaines des interventions du Clemi en formation initiale se présentent sous des formes qui relèvent davantage du conseil ou de l'accompagnement ; elles s'inscrivent alors dans des dispositifs d'information ou d'animation, notamment à l'occasion de la Semaine de la presse à l'école (cf. à cet égard, la quatrième de couverture du bulletin de liaison de l'IUFM de Poitiers qui, à l'occasion de la SPE, fait le point sur les ressources en éducation aux médias susceptibles d'aider les enseignants dans leur réflexion et leurs pratiques pédagogiques ; **annexe 17**), ou dans des dispositifs de tutorat, pour guider des stagiaires qui ont choisi, par exemple, de consacrer leur mémoire professionnel à des activités pédagogiques faisant appel à l'utilisation des médias. Parmi les thèmes recensés cette année dans ce cadre, on en relèvera quelques uns, tels que « *Apprendre à décrypter le langage médiatique télévisuel* », « *Le professeur documentaliste et le journal lycéen : pour une approche de la liberté d'expression* », « *Créer et faire vivre un journal lycéen* », « *Travailler au quotidien sur la presse au CDI* », « *Utiliser la télévision dans la classe* ».

De nombreuses interventions sont transversales, communes aux professeurs des écoles et aux professeurs des lycées et collèges, et abordent l'éducation aux médias, soit sous forme générale (« *Éducation aux médias et citoyenneté* »), soit à travers certaines de ses applications (« *Vers la production de documents d'information* ») ; les apports disciplinaires, comme on l'a vu plus haut, restent modestes et circonscrits à

quelques matières, dont principalement la documentation (« *La télévision, outil pédagogique au CDI* »), l'histoire-géographie (« *Les médias dans le cours d'histoire, géographie, éducation civique* ») ou les fonctions éducatives (« *Le CPE et la presse scolaire* ») ; ils peuvent se présenter sous forme de contributions spécifiques ou sous forme de collaboration entre un enseignant de l'IUFM et un formateur du Clemi. Certaines formations abordent des domaines plus pointus, comme l'éducation artistique.

### III) Bilan chiffré

#### a) Répartition des principaux types de formations

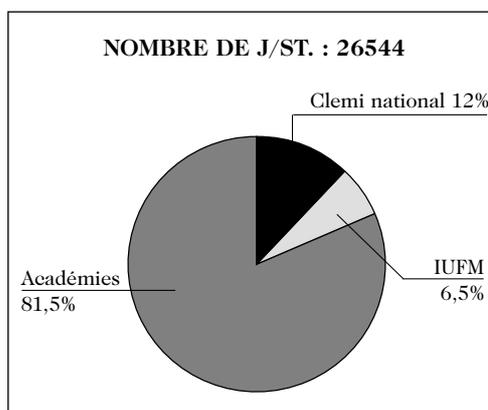


Les chiffres de cette année sont inférieurs de 13% à ceux de l'année dernière, cette baisse étant essentiellement le fait de la

variation d'activité au niveau national, que nous avons déjà commentée.

#### b) Évolution du nombre de stagiaires sur les 5 dernières années

Le nombre des stagiaires ne progresse pas cette année, contrairement aux 5 années précédentes. Il reste toutefois élevé ; la part des activités académiques y est déterminante, puisqu'elle a jusqu'à présent compensé la faiblesse des effectifs en formation initiale et l'irrégularité des résultats du national.



#### c) Les publics de la formation

Nous retrouvons, à quelques nuances près, certaines des caractéristiques mises en lumière les années précédentes ; des infléchissements sont cependant perceptibles : Les enseignants du secondaire représentent encore la part prépondérante (20,6%) des stagiaires (élèves mis à part), mais leur poids relatif va s'amenuisant au fil des ans (26% l'année dernière, 31% l'année d'avant). On peut faire le même constat pour les enseignants du primaire, dont l'importance relative s'est aussi réduite au cours des dernières années, passant de 21,5% il y a deux ans, à 16,2% l'an dernier et à 14,5% cette année.

Ce tassement des catégories traditionnelles de stagiaires s'accompagne d'une diversification des publics, à la fois

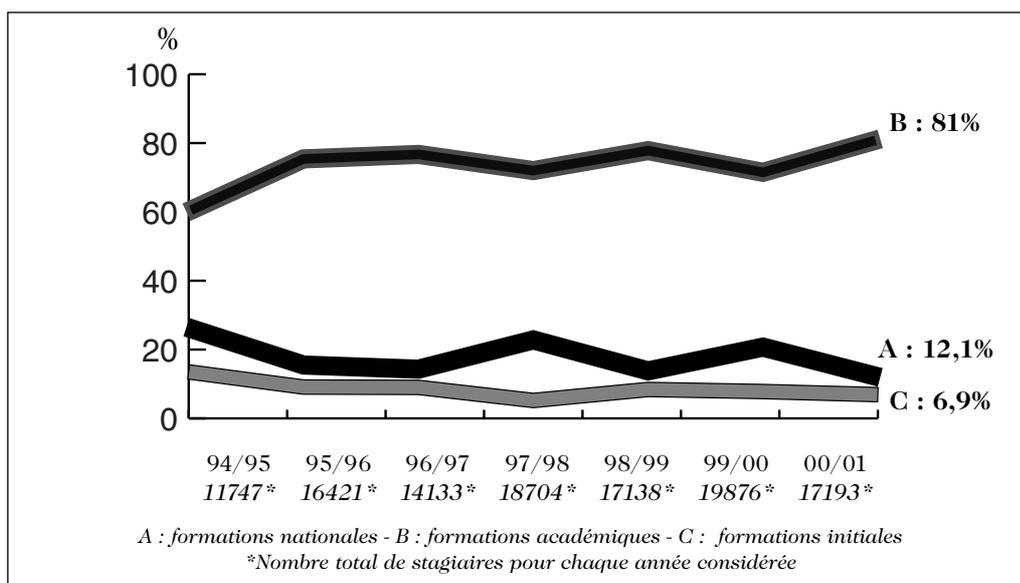
au sein de la communauté éducative et hors de celle-ci :

**1) Au sein de la communauté éducative,** notons tout d'abord le retour significatif des personnels d'encadrement (notamment dans les actions du Clemi national) dans les dispositifs de formation. Signalons à cet égard l'initiative développée dans ce secteur par l'Académie de Montpellier qui, dans le cadre d'une convention signée entre le rectorat et l'antenne locale du CFPJ (Centre de formation et de perfectionnement des journalistes), permet à des chefs d'établissement de bénéficier, au titre de leur formation continue, de l'apport des journalistes-formateurs du CFPJ, sur le thème « *Communiquer avec la presse écrite et audiovisuelle* » ; en retour, le rectorat et le Clemi organisent, à l'intention de journalistes en formation continue désireux de se spécialiser dans le domaine de l'éducation, une session consacrée à la connaissance du système éducatif et de ses principaux rouages. Cette approche de l'institution se fait à travers la mise en œuvre des pratiques professionnelles des stagiaires : après avoir reçu une information approfondie sur telle ou telle structure du système éducatif (un

Cefisem, un grand lycée, les services d'un rectorat, un CIO...), les journalistes sont invités à réaliser plusieurs reportages audiovisuels sur celle-ci à partir d'angles définis préalablement en conférence de rédaction (cf. **annexe 18**).

Signalons aussi la présence, déjà évoquée (cf. **annexes 19 et 20**, mais aussi **annexe 4**), des Conseillers d'orientation psychologues dans plusieurs formations académiques, des aides-éducateurs, des CPE et, de manière nettement plus sensible que l'année dernière, des représentants d'élèves au sein des Conseils académiques de la vie lycéenne.

Ces élèves, au statut un peu particulier, eu égard à leurs fonctions de représentation, nous amènent à reparler des élèves en général, en tant que destinataires des actions de formation organisées par le Clemi. La formation correspondant de plus en plus à une demande de terrain (au détriment d'une politique de l'offre destinée à des enseignants venus d'horizons divers), elle facilite l'intégration de groupes d'élèves parmi les stagiaires. De fait, cette année, nous avons pu voir que le nombre des stages d'établissement était plus élevé que celui des stages à candidature individuelle.



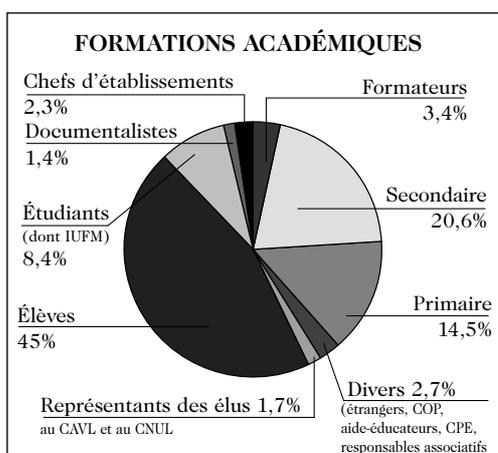
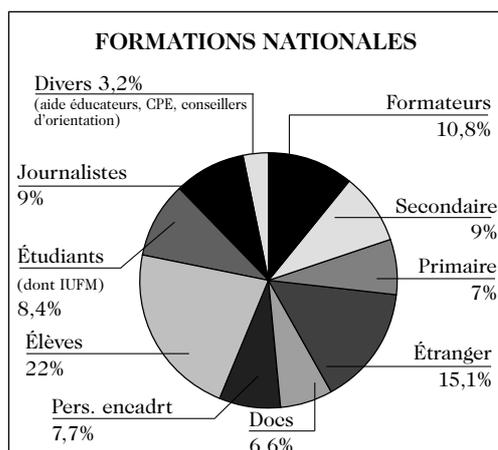
2) **A la périphérie de celle-ci**, avec la présence, parmi les personnes reçues en stage, de personnels administratifs, d'animateurs appartenant à divers réseaux associatifs (Francas, Cemea, Fol, Udaf) ; à titre d'illustration, on trouvera en annexe (cf. **annexe 21**) le programme d'une formation organisée à l'intention des animateurs des Bibliothèques et centres de documentation de la ville de Paris. On note aussi la présence de journalistes, comme dans le stage de l'académie de Montpellier dont il a été fait mention plus haut.

3) **En direction de publics enseignant hors de France**, soit en établissement scolaire, soit dans des alliances ou des instituts français. Comme nous l'avons dit plus haut, il ne s'agit pas, dans les Académies, d'un

public très important, mais les programmes de formation mis en place sont souvent originaux et doivent répondre à des demandes spécifiques. C'est ainsi, par exemple, qu'un stage inter établissements, réunissant des enseignants marocains et français, a été organisé à Marrakech, au Maroc, par des formateurs de l'académie de Montpellier (cf. **annexe 22**), et qu'un module de formation consacré à « *Connaître et utiliser la télévision comme outil pédagogique* » a été organisé dans le cadre de la 5<sup>ème</sup> Université d'été de l'institut français de Mekhnès, toujours au Maroc (cf. **annexe 23**).

#### IV) Les contenus de la formation continue

Ce qui caractérise l'offre de formation continue dans les Académies, c'est sa richesse et sa diversité ; les pages web consacrées au Clemi dans les sites académiques permettent de présenter de manière synthétique cette offre. Que ce soit à Paris (cf. **annexe 24**), ou à Nantes (cf. **annexe 25**), les propositions de formation s'affichent. Par-delà cette diversité, quelques grandes tendances se dégagent, que l'on retrouve d'année en année, avec certains infléchissements dus à l'évolution des priorités et des préoccupations pédagogiques. Ces tendances se concrétisent dans l'existence de quelques grandes familles thématiques :



#### a) La presse écrite et le journal scolaire : des activités fondamentales

1) **Le journal scolaire** est un thème de formation à « géométrie variable », car il permet de choisir de nombreux « angles » pédagogiques ; il représente de ce fait une part importante des stages réalisés (26,9 %). Thème en soi (« *Réaliser un journal scolaire* », « *Publier un journal scolaire* »), point de départ pour une mise en perspective (« *Le journal scolaire pour éduquer à la citoyenneté* » ; « *Du journal Freinet au site web* ») ou encore dispositif d'animation ou de communication dans le cadre

d'une activité pédagogique plus large (« *Réalisation d'un journal pour les "Journées citoyennes"* », « *Le journal scolaire comme lien entre différentes écoles* »), il est perçu et appréhendé dans le prolongement direct de la presse écrite d'information.

Ce n'est pas seulement l'aspect pédagogique qui est abordé à travers ces formations, mais aussi des notions touchant davantage aux questions d'expression, de liberté de parole, des droits et des devoirs du journaliste dans le contexte particulier de la presse lycéenne (« *Médiation pour un journal lycéen* », « *Comment réaliser un journal lycéen en une journée* », « *L'expression lycéenne* »).

**2) Avoir un projet de journal scolaire**, c'est d'abord se pencher sur la presse des adultes (« *Utilisation d'un quotidien à l'école* » ; « *Lire la presse de manière critique et autonome* » - cf. annexe 26 - ; « *Les enjeux de la presse aujourd'hui* » ; « *Comment lire la presse* »). Cela représente 13 % des formations. C'est ensuite apprendre à la connaître et à maîtriser certaines techniques d'écriture (« *Formation à l'écriture journalistique* » ; « *Ateliers d'écriture journalistique* » ; « *Rédaction d'articles* ») afin, pourquoi pas, de permettre à des élèves de devenir correspondants ou collaborateurs occasionnels d'un quotidien régional (« *Construire un projet presse avec un journal local* » ; « *Travailler avec un quotidien régional* »).

**3) C'est enfin passer insensiblement et très naturellement** du support papier au support écran, d'une technologie à une autre (cf. annexe 27 : « *Le journal scolaire à l'heure des TICE* »), en se familiarisant avec les médias en ligne, en apprenant dans un premier temps à les identifier et à les lire (« *Découverte de la presse en ligne* » ; « *Les médias sur internet : la presse en ligne* » - cf. annexe 28 - ; « *Lire les médias en ligne* »), puis dans un deuxième temps, en se lançant dans l'aventure de l'écriture et

de la communication. Le stage « *Du journal papier au journal en ligne* » (cf. annexe 29), stage de 4 semaines organisé pour des professeurs des écoles, donne une bonne idée de ce que peut être un contenu élaboré de formation sur ce thème. De même, « *Concevoir un journal sur internet* », stage de 5 jours réalisé au lycée franco-libanais de Beyrouth pour des enseignants et des documentalistes en poste dans différents établissements au Liban (cf. annexe 30) illustre bien ce type de démarche et la diversité des contextes dans lesquels elle peut s'inscrire. Dans ce passage de l'un à l'autre, la continuité qui s'instaure d'un média à l'autre est soulignée, de même que la continuité du projet pédagogique qui sous-tend ces démarches. Les stages qui font explicitement référence à l'utilisation d'internet dans le cadre d'un projet d'écriture médiatique, représentent 13 % des formations.

Si l'on fait la somme des pourcentages évoqués ci-dessus, on parvient à un total de **53 % des formations dont on peut dire qu'elles sont prioritairement consacrées à l'écrit**, et à son support médiatique privilégié, la presse écrite.

### **b) Internet et l'information en ligne : une place à part entière**

On l'a vu à propos de la presse écrite, ce domaine est perçu comme le prolongement naturel des activités liées à l'écrit et le nombre de formations qui s'y réfèrent explicitement (13 %) en fait un ensemble aisément identifiable. La formation est concernée par Internet à des titres divers : nous l'avons vu plus haut, le web peut tout d'abord fonctionner par rapport à celle-ci comme outil de communication et d'information, en donnant à connaître les offres de formation existant dans le domaine de l'éducation aux médias. Il peut aussi être étudié comme média à part entière, et à ce titre susciter de nouveaux questionnements (cf. « *Internet est-il un média ?* » ; « *Construire des situations de communication avec internet* »). Il peut prolonger les projets de communication

des élèves en donnant à ceux-ci à la fois plus de visibilité et plus de souplesse en terme de partenariat (cf. « *Créer le site du collège* » ; « *Réaliser un cyberjournal* » ; « *Mise en ligne d'un journal papier* »). Ces stages, dans le prolongement de ceux qui sont consacrés au journal scolaire, permettent de prendre en compte les paramètres spécifiques à ce média particulier qu'est internet. Ils sont d'ailleurs particulièrement nombreux et représentent 20% des formations concernant le thème du journal scolaire. Internet peut enfin fonctionner comme outil de formation, en apportant au formateur, par le biais notamment du site du Clemi national et de certaines des pages de ses équipes académiques, des aides et des documents utilisables dans le cadre de la formation mise en place.

### c) La Semaine de la presse à l'école : un passage obligé

Les stages qui s'inscrivent explicitement dans le cadre de la préparation de ce moment fort des pratiques pédagogiques liées à l'éducation aux médias représentent 4,3 % . Comme l'année dernière, on retrouve des intitulés tels que « *Préparer la 12<sup>ème</sup> SPE* », « *Réussir la SPE* », « *Le projet pédagogique de la SPE* ». Mais on y trouve aussi des intitulés qui prennent de manière explicite appui sur l'un des thèmes (Presse et justice) qui avait été proposé l'année dernière : « *Le traitement de l'information judiciaire par la presse (12<sup>ème</sup> SPE)* », « *Un fait divers régional (presse et justice)* »

Le Semaine de la presse est à ce point devenue un moment significatif dans les activités pédagogiques des enseignants qui travaillent avec les médias, que sa présence, en tant que contenu de formation, a acquis une sorte d'autonomie ; on ne la mentionne pas seulement de manière circonstancielle, avant qu'elle n'ait lieu, mais de manière plus générale, comme un élément constitutif de toute formation à l'éducation aux médias (cf. par exemple le contenu du stage cité en **annexe 31** : « *Enseigner avec la presse* »).

### d) Des images à l'école

Avec **20,5 % des formations** qui lui sont consacrées, l'image, sous ses différentes formes, est toujours un thème important dans les formations proposées et réalisées. Son poids par rapport aux autres thèmes de formation est stable depuis plusieurs années.

Elle est abordée sous différents angles :

- la production d'images animées (cf. « *Réaliser un magazine video* » ; « *Conception d'un projet audiovisuel* » ; « *Production de reportages* ») -3,8 %- ;

- l'analyse de l'image d'information : cette activité est assez souvent corrélée avec la notion de citoyenneté (cf. « *Éduquer à la citoyenneté par l'image d'information* » ; « *Image d'information et citoyenneté* »).

Elle porte aussi bien sur l'image animée (« *Connaître et utiliser la télévision comme outil pédagogique* ») que sur le dessin de presse, la photo de presse ou l'infographie (cf. **annexe 32** : « *Le visuel dans la presse écrite* »). Plus que tout autre message médiatique, elle se prête à des approches complexes qui prennent en compte les différents stades de son élaboration, et la relation ambiguë qu'elle entretient avec le réel (cf. **annexe 33** : « *Images d'information : rituels et manipulations* »), sa dimension émotionnelle et la prise en compte de celle-ci dans une démarche pédagogique, comme dans cette journée de formation particulièrement dense, organisée par le Clemi de l'académie de Strasbourg sous l'intitulé « *Éducation à l'image* » (cf. **annexe 34**) -12,1 %- ;

- les images du journal télévisé, en tant que dispositif emblématique de fabrication de l'information (cf. « *Utilisation pédagogique du journal télévisé* », ou encore, « *Décrypter le JT* », « *Petits écrans, grands effets* ») -4,2 %- .

### e) Quelques domaines ou publics spécifiques

Quelques formations se retrouvent d'une année sur l'autre, même si elles ne sont pas très nombreuses ; ce qui compte ici, ce n'est pas leur volume, mais la régularité avec laquelle elles sont programmées, indice

d'un besoin constant et d'une demande sans cesse renouvelée :

**1) Chaque année**, une dizaine de stages sont organisés autour des questions relatives à **la radio**. Celle-ci souffre d'un double handicap : en tant que média, elle est souvent occultée au profit de la presse écrite et de la télévision ; en tant que projet scolaire de production médiatique, elle demande des efforts d'investissement en infrastructure qui ne la rendent pas immédiatement accessible, à la différence de l'écrit. Serait-elle en train de surmonter ces handicaps ? le nombre de stages organisés autour de ce thème a plus que doublé (17 contre 7 l'année dernière), et ils représentent **4,9% des formations** mises en place (cf., par exemple, les formations organisées par l'académie de Nantes, telles que « *La radio, outil pédagogique* », **annexes 35 et 36**)

**2) De même, un petit nombre de stages** sont organisés chaque année en liaison avec certains **champs disciplinaires** ou professionnels (12 stages cette année, soit **3,5 % des formations**) : parmi les domaines de compétence concernés, on trouve majoritairement celui des documentalistes (« *Le CDI, un espace privilégié pour une éducation à la citoyenneté* - cf. **annexe 37** - », « *Comment travailler la presse en BCD ?* », « *Médias et documentation* »), et des CPE, celui des historiens-géographes (cf. « *L'historien, le géographe et le journaliste* »), celui, inattendu, des langues anciennes (« *Utilisation de l'image et des médias pour l'enseignement des langues anciennes* »), celui, plus classique, de l'éducation civique et des sciences économiques et sociales.

**3) L'apparition des nouveaux dispositifs** d'enseignement transdisciplinaires, tels que l'ECJS (Éducation civique, juridique et sociale), les Travaux croisés, les TPE (Travaux personnels encadrés), les PPCP (Projets personnels à caractère professionnel), les itinéraires de découverte ..., induit

une demande spécifique de formation ; la prise en compte des médias comme sources documentaires, la recherche d'information dans les médias, la réalisation de dossiers s'appuyant sur la maîtrise de techniques médiatiques de base, autant de démarches qui demandent un certain savoir lié à la prise compte des médias dans les démarches pédagogiques. **Une vingtaine de formations (près de 6%)** s'inscrivent explicitement cette année dans cette perspective, et il est fort probable que si les dispositifs mis en place perdurent, la demande ira s'accroissant ; on trouve donc des formations autour de l'ECJS (« *L'actualité et les médias en ECJS* » - cf. **annexe 38** -), des PPCP (« *Utiliser l'information dans un projet PPCP* », « *PPCP : le journal de classe* »), ou des TPE (« *Utiliser l'information dans le cadre des TPE* » - cf. **annexe 39** -). D'autres abordent cette question au détour d'une problématique plus large ; c'est ainsi que dans un stage consacré à « *Apprendre et communiquer avec les TIC et les médias* » (cf. **annexe 40**), la dernière partie sera consacrée à la question de l'intégration d'une « *éducation aux médias dans les pratiques disciplinaires ou interdisciplinaires (IDD par exemple)* ».

**4) Enfin, il faut mentionner quelques formations, hors statistiques**, qui touchent à des domaines variés, comme le français langue étrangère/français langue seconde (cf. « *Apprentissage du FLS par la lecture des magazines* »), le documentaire (cf. **annexe 10** , mentionnée plus haut), la publicité (« *Comprendre et utiliser en classe les messages publicitaires* »)... ; ces derniers stages bien que très peu nombreux, ne sont pas les moins intéressants. Ils témoignent d'initiatives qui prennent place à la marge de nos principales actions et qui illustrent à la fois la diversité des demandes et l'intérêt que les médias suscitent, comme dispositif et comme source documentaire, dans le cadre d'une démarche pédagogique.

## CONCLUSION

**R**appelons tout d'abord les principaux chiffres : 17 193 stagiaires ont été formés cette année par le Clemi (2121 par le Centre national, dont 55 élèves-professeurs en formation initiale, et 15 072 par les équipes académiques, dont 1130 élèves-professeurs dans les IUFM).

Les chiffres de cette année sont moins élevés que ceux de l'année dernière mais restent proches des plus hauts niveaux enregistrés au cours des 10 dernières années. La formation initiale est toujours le parent pauvre de l'activité de formation du Clemi et a du mal à faire

une place à part entière à l'éducation aux médias.

Ces résultats sont aussi le reflet des mutations qui ont eu lieu dans les dispositifs de la formation continue au niveau national comme dans les Académies. Mais, corrélés à d'autres indicateurs, ils indiquent qu'il existe, par-delà les à-coups de l'actualité, un besoin profond et durable de formation à l'éducation aux médias parmi les différents acteurs de la communauté éducative.

PIERRE FRÉMONT